

L'agrafe

Oratorium ■ Le monde animal, « bouc émissaire » de la langue française. « C'est une vraie porcherie ici ! Enfin, on n'est pas des bœufs ! ». Le langage façonne le réel et étaye nos représentations. Dans cet article, Elise prend le taureau par les cornes et montre comment, par la sécession artificielle des humains vis-à-vis du monde animal et l'usage d'un arsenal d'expressions idiomatiques, la société contemporaine assoit, légitime et renforce sa domination sur la faune.

Tribune ■ 5 ans en CDD... puis virée ! Ça se passe à Rennes 2. C'est l'histoire d'une collègue, reconnue pour ses qualités humaines et professionnelles et dont le contrat n'a pas été renouvelé à l'issue de son congé maternité... C'en est trop pour la CGT Rennes 2 et, plus généralement, pour l'ensemble du personnel, qui monte au créneau pour dénoncer la précarisation croissante et l'obscurantisme décisionnel à l'œuvre à l'Université.

Confluences ■ Souffler sur les Breizh... « Chanter pour ne pas oublier, laisser une trace et rendre justice, voici le credo de Denez Prigent, cet artiste originaire du Finistère ». Place à la langue régionale, dans laquelle Kenoc'ha nous embarque à la rencontre d'un poète qui sillonne les contrées bretonnes et ravive une tradition ancestrale de chant a capella : la Gwerz.

Crédits : Yuna



0,00 €



lagrafejournal@protonmail.com



@lagrafejournal



lagrafejournal.com



Local B302

Ouverture d'un centre d'urgences non vitales sans rendez-vous près de Villejean

Le 2 novembre 2023, Medalliance a ouvert une maison médicale accessible de 8h à 20h, chaque jour du lundi au samedi. Médecine générale, traumatologie ou encore radiologie non vitale. Prise en charge de toutes les urgences du quotidien ainsi que tout ce qui relève de la traumatologie non vitale (brûlures, plaies, fractures...).

Sans rendez-vous, utile pour ceux qui n'ont pas de médecin traitant, tiers payant disponible.

Adresse : 18 rue du Bourg Nouveau, 35000 Rennes.

Plus d'informations : <https://www.medalliance.fr/>



Ce numéro a été élaboré par

Animation

Élise Pinot, Angélique Heurtelbise, Kévin Maufay.

Communication

Marius Boucard, Julien Clément, Océane Connan, Angelique Heurtelbise, Kévin Maufay.

Coordinnation

Mattéo Bacro, Julien Clément, Jean L.G., Constance Madelon, Kévin Maufay, Élise Pinot.

Édition

Andréa Alexei, Ninon Barlet, Maëlys Benhida, Emile Chevallier, Blandine Féron, Constance Madelon, Louise Ménard, Orlane Pelleter, Fanny Poullain.

Illustrations

Yuna, @jozeheff...

Rédaction

A retrouver sur notre sommaire :)

Cycle Verdoyons, le rendez-vous écologique de l'Université Rennes 2



Du 6 novembre au 6 décembre, la 4^e édition du cycle Verdoyons proposera de nombreux temps forts autour de l'environnement, à destination de la communauté universitaire mais également du grand public. Au programme : conférences, tables rondes, spectacles, ateliers, collectes, ainsi qu'un ensemble d'activités autour de la BD d'investigation Algues Vertes, dont l'adaptation cinématographique, réalisée par Pierre Jolivet, est sortie en salle cet été...

Plus d'informations sur la page dédiée : www.nouvelles.univ-rennes2.fr/event/verdoyons-2023

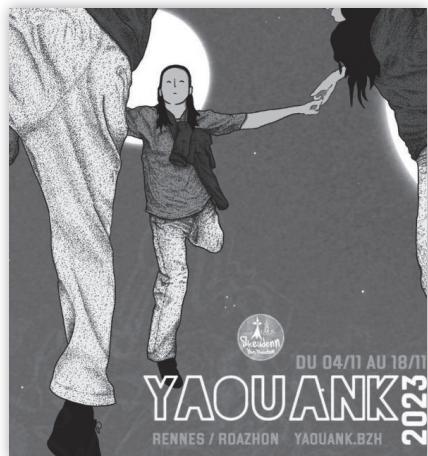
25ème édition du concours d'écriture « Faites Court ! »

« Qu'est-ce que le désir ? Que désire-t-on ? Mettre en mots nos aspirations, nos envolées, ce qui nous happe et nous transforme, l'incarner, l'écrire ». Le concours d'écriture de Rennes 2 fait son grand retour pour sa 25^e édition, sur le thème « désirer ». Fiction, poésie, lettre, nouvelle, expérimentation littéraire... Hormis l'échéance (10 janvier 2024) et la forme (une page), le service culturel vous donne carte blanche pour faire valoir votre travail auprès du public. Un bon d'achat de 100 € dans la librairie **Comment dire** est à gagner. Plus d'infos sur le site de l'université.

Festival Yaouank

Cet automne, le festival Yaouank revient pour une nouvelle édition qui a débuté le 4 novembre et se clôturera en beauté le 18 novembre au Parc Expo. Que vous soyez adepte de la danse traditionnelle bretonne ou simplement curieux d'en découvrir les pas et l'atmosphère, venez danser au rythme de la scène bretonne contemporaine pour cette édition à la programmation riche et variée !

A noter : si vous êtes bénéficiaire de la carte Sortir !, vous pouvez prétendre à des tarifs (très) préférentiels. Plus d'informations sur www.yaouank.bzh



Exposition Colère(s)

L'exposition Colère(s) illustre la contribution du sticker-Art à porter les colères sociales en France et en Europe. Prélevés, collectés et sauvés de la mort qui les guette (arrachage, recouvrement, météo), ces stickers, étendards des contestations, sont valorisés par MéMé, artiste rennais invité par les Bars En Trans.

Rendez-vous du 7 au 9 décembre 2023 à la Salle de la Cité (10, rue Saint-Louis). @les_stickers_meme



4

Tribune CGT Rennes **2 Rennes**
2 : Crise sociale et politique

6

Portrait Lilou Richard **Court Métrange et Courts mais Trash**

8

L'Écho Elisabeth Tham
La Planète Démocrate

10

Campus Orlane Pelleter et
 Élise Pinçon **La distribution alimentaire par l'Union Pirate**

12

Culturons-nous Maëline Danet et Soizic Piron **Les 24h de la BD à Rennes**

14

Trajectoires Manon Pottier
Des Liens Qui Nous Unissent : une série sur le lien social

16

Antithèse Mattéo Bacro
Résurgence libertaire ?

22

Oratorium Élise Pinot
Lorsque le langage est au service d'un système spéciste

25

Confluences Kenoc'ha Le Bourhis
Denez Prigent hag arz ar gwerz

26

Focale @ryan__bcr, @maxime_sdrl,
 @whoslouison « **Good things happen at the right time** »

28

Dessin @jozehefff

Édito

Au cœur de cette période de tensions, submergée d'un flot d'informations, il en ressort un manque de dialogue. Un silence. Celui de la Présidence de notre université suite au licenciement inexpliqué d'une collègue (p. 4). Celui du Ministère de l'Enseignement supérieur face aux étudiant·es qui peinent à manger à leur faim (p. 10). Ou encore, celui des grandes instances, en France et dans le monde, confrontées à l'urgence climatique (p. 8 et 16).

Plus généralement, un silence entre humains nous éloigne les uns des autres, jusqu'à l'isolement. Ce constat peut faire ressentir une certaine impuissance quand nous regardons autour de nous. Est-il possible d'agir, à une échelle individuelle ?

Il suffit pourtant d'y prêter attention pour remarquer ceux qui font entendre leur voix. Des étudiant·es mettent en place des actions solidaires, les syndicats demandent justice. Par des actions artistiques et culturelles, les gens se réunissent, créent, diffusent des œuvres qui offrent une nouvelle perspective sur notre monde. Alors que certaines minorités sont bâillonnées, réduites au silence, les mots deviennent d'autant plus essentiels pour lutter.

■ L'agrafe, d'encre et d'idées.

Université Rennes 2

— Crise sociale et politique, la précarité du personnel et le manque de dialogue social pointés du doigt !

Le climat social à l'Université Rennes 2 s'est détérioré ces dernières semaines. La mobilisation de l'intersyndicale, les tensions palpables entre les représentants du personnel et la direction, les rassemblements de nombreux membres du personnel devant le bâtiment de la présidence, ainsi que les réunions statutaires perturbées et la pétition lancée en témoignent. Le déclencheur de cette crise politique et sociale ? Le non-renouvellement du contrat d'une collègue très appréciée, tout juste revenue de son congé maternité. Après plus de cinq ans en CDD à l'université, elle était précisément sur le point d'obtenir un contrat à durée indéterminée. Les raisons de ce non-renouvellement avancées spontanément par l'administration centrale et la présidence demeurent floues et énigmatiques. Cette situation est préoccupante et nous inquiète. Tout d'abord, parce qu'elle plonge dans l'incertitude matérielle et psychologique une collègue, par ailleurs appréciée pour ses qualités humaines et professionnelles, à une période importante de sa vie de jeune maman. Mais aussi, ensuite, car cette situation est symptomatique des problèmes actuels qui affligent notre université : **la précarité croissante du personnel, le durcissement des modes de gestion du personnel, l'augmentation des situations de souffrance au travail, la détérioration du dialogue social et les stratégies de contournement des syndicats.**

Aujourd'hui, un nombre croissant de membres du personnel de notre université

**5 ANS
EN CDD...
PUIS VIRÉE
!**

**ÇA SE PASSE
À RENNES 2**

travaillent, comme notre collègue, **dans des conditions précaires, soumis à des contrats courts et une rémunération insuffisante.**

Cette précarité engendre un stress et une incertitude considérables quant à leur avenir professionnel. Bien sûr, ces conditions ne sont pas spécifiques à notre université. Elles sont plutôt le résultat des politiques d'austérité budgétaire et du sous-investissement chronique dans l'enseignement supérieur. Ces conditions de travail dégradées sont toutefois exacerbées dans notre université par des modes de gestion verticale du travail

ayant des effets délétères sur la santé des collègues. Certaines de ces pratiques peuvent ressembler à des sanctions déguisées : agents ballotés d'un service à l'autre, mis au placard, remerciés après de nombreuses années de service et remplacés par d'autres contractuels. Nous avons pu l'observer récemment, comme avec des collègues du SUIO-IP.

En tant qu'organisation syndicale, nous reconnaissons que les conflits font partie du fonctionnement de toute organisation.

Cependant, **nous observons de plus en plus des situations générant de l'anxiété et de la souffrance parmi les membres du personnel.**

Ces situations sont souvent liées à des dysfonctionnements managériaux, à des sentiments de dévalorisation, à un épuisement professionnel, entraînant une augmentation de l'absentéisme et des intentions de départ de l'établissement.

Pour faire face à de telles situations, nous sommes par ailleurs assez démunis en tant qu'organisation syndicale. Malgré les affirmations publiques de la présidence concernant son engagement en faveur du « dialogue social », nous constatons au contraire un affaiblissement continu de celui-ci. Ce « dialogue » se limite en réalité le plus souvent à une communication descendante et sélective et à quelques échanges convenus, sans véritables négociations ni recherche de consensus équitables, nous poussant inévitablement vers le registre de la conflictualité.

Cette attitude inflexible va de pair avec des pratiques de contournement des instances représentatives du personnel et des syndicats.

Les « enquêtes administratives » menées par l'administration centrale en sont un exemple flagrant. **Elles se déroulent dans un contexte totalement opaque**, excluant la participation des syndicats ou l'accès à leurs rapports,

sans possibilité de contre-enquête. Il est difficile de considérer ces enquêtes comme indépendantes et impartiales dans de telles

conditions. Comme dans le cas de la collègue mentionnée, le bien-fondé des décisions qui en découlent est invérifiable, rendant difficile voire impossible le travail des syndicats pour accompagner et défendre leurs collègues. De même, les alertes individuelles ou collectives liées à la santé au travail, qui devraient relever des instances représentatives du personnel, sont souvent gérées par les ressources humaines sans l'implication des syndicats, contournant ainsi leurs prérogatives.

Sur le terrain, la confiance et le climat social sont sérieusement affectés. Il existe un énorme décalage entre ce que la direction pense connaître de son personnel et la réalité. Toutes ces manœuvres de pression, ces stratégies pour contourner les syndicats et ces dysfonctionnements des instances contribuent véritablement à affaiblir les contre-pouvoirs et, *in fine*, la démocratie universitaire dans son ensemble. Elles sont à l'origine de la crise politique et sociale que nous vivons aujourd'hui. Dans ces conditions, nous demandons au président de respecter son engagement et de proposer un CDI à notre collègue, qui a montré de grandes compétences et un engagement sans faille. Plus largement, nous voulons et **nous continuerons à nous mobiliser pour une « université humaniste »**, où les contrats sont justement renouvelés, où l'on ne se débarrasse pas de quelqu'un sans lui en donner les raisons exactes, où l'on combat la précarité et où l'on respecte la représentation du personnel et le droit syndical. Car pour l'heure, le compte n'y est pas. ■ **CGT Rennes 2**

■ Sources : cgt.fercsup.net/syndicats/bretagne/universite-rennes-2 ■ twitter.com/CgtRennes2 ■ www.facebook.com/cgt.rennes2 ■ cgt@univ-rennes2.fr

Court Métrange et Courts mais Trash

— par leurs créateurs

Pour cette édition, L'agrafe propose un double portrait de deux festivals de cinéma en pleine expansion. D'un côté, Court Métrange, une ode rennaise au fantastique, à l'étrange et à l'insolite. De l'autre, Courts mais Trash, un événement bruxellois pour les œuvres sortant des normes. Et qui de mieux placé pour en parler que leurs fondateurs respectifs ?

Court Métrange par Steven Pravong

Comment est né Court Métrange ?

La naissance du festival est liée à notre expérience [avec Hélène Pravong - ndlr] de réalisation et de production cinématographique. Dans les festivals de courts-métrages généralistes, nous avions observé que le fantastique était très peu représenté. Si un titre cadrait avec le genre, il était exclu de tous les palmarès, probablement pour des raisons de standing culturel.

On a eu envie de rétablir cette injustice, d'**offrir un espace dédié à ceux qui prenaient le risque de faire du court-métrage de genre, longtemps considéré par une culture officielle comme des**

productions mineures sans grand intérêt. Cet espace où leur travail était projeté sur grand écran et louangé était une expérience autre que celle qu'on proposait aux cinéastes jusqu'alors.

En quoi consiste votre rôle, quelles sont vos responsabilités ?

Le statut de président m'est revenu car j'étais le fondateur historique de Court Métrange, le vieux dinosaure de l'histoire (rires). J'interviens dans la sélection des films et la constitution des séances. En parallèle je participe aux décisions importantes, au niveau administratif et artistique. Néanmoins, ce sont la direction et la direction adjointe qui travaillent d'arrache-pied tout au long de l'année pour monter des opérations diverses, pendant et au-delà du festival.

Au cours de la vie du festival, à quels défis avez-vous dû faire face ?

Nous ne faisons pas partie des événements les plus dotés sur le plan financier, même si nous sommes soutenus. Il a été moins difficile de nous trouver une place que d'obtenir une légitimité, une reconnaissance qui nous permette d'accéder à des financements importants. Les politiques de la ville nous ont accompagnés, et des gens proches du projet ont tout fait pour que les moyens offerts augmentent. Outre les défis le long de l'année, je dirai que le défi principal, c'est la survie du festival.

Quelles sont vos ambitions futures pour Court Métrange ?

J'aimerais développer une partie dédiée aux longs-métrages, « Long Métrange ». On souhaiterait surtout avoir la capacité d'accueillir plus de professionnels. **Certaines années, nous pouvons nous permettre d'inviter des gens du monde entier, et c'est une chose qu'on aimerait cultiver.**

Que diriez-vous aux spectateurs qui ne sont pas familiers avec le cinéma de genre, pour les convaincre de franchir le pas ?

J'aimerais leur dire que ce cinéma leur est tout à fait accessible. Il n'y a rien qui ne soit pas familier, rien qui soit étranger à la vie de toutes et tous à la surface de cette planète. Quand on va voir un film fantastique, cela se traduit différemment, mais **nous parlons tous du même sujet, c'est-à-dire de nous et de notre monde.**

Courts Mais Trash par François Marache

Quelle est l'idée formatrice du festival ? Le projet est né il y a vingt ans, à l'époque où je cherchais un espace pour diffuser mon film créé avec peu de moyens. Comme il n'existe pas, j'ai créé le festival. Depuis, sa durée s'est allongée, en s'étendant sur deux salles, et réunit 4000 spectateurs. Les séances sont aussi entourées de nombreuses activités.

Le festival est spécialisé dans les films auto-produits, alternatifs, engagés, LGBTQIA+... L'objectif est de créer un espace convivial, sans jury ni tapis rouge, où on ne se prend pas trop au sérieux. Les cinéastes et les spectateurs échangent facilement, à égalité.

À cette programmation originale s'est attachée une annexe, « Queer mais Trash ». En quoi consiste-t-elle ?

J'ai toujours essayé de programmer des films queer pour les montrer à un public hétéro. Ça permet de montrer qu'on sort des clichés, et qu'il y a plein de choses intéressantes à raconter. Il y a cinq ou six ans, on a compilé les films queer du festival en une seule séance, à l'occasion de la Pride. Au vu du succès, on a multiplié les éditions, en enrichissant les séances de films inédits. Désormais, on a la possibilité d'aborder des thématiques sensibles avec un public réceptif. Comme cela demande énormément de moyens, financiers comme humains, mon équipe et moi-même réfléchissons à une manière de fusionner ces deux programmations en un seul festival.

Courts mais Trash a été invité par plusieurs festivals pour proposer des cartes blanches, quelle est la spécificité de votre expérience avec Court Métrange ?

Courts mais Trash est un festival généraliste et éclectique. Je propose donc aux festivals des thèmes qui leurs correspondent. Ce que j'adore à Court Métrange, c'est la programmation internationale, qui nous fait voyager sur tous les continents. L'ambiance est également très décontractée, alors qu'en France, on a parfois tendance à structurer, à vouvoyer les gens.

Y a-t-il des collaborations particulières que vous aimeriez mettre en place ?

Le festival est en constante évolution, donc **on essaie d'apporter quelque chose de différent chaque année, notamment par de nouveaux partenariats.** On a par exemple beaucoup de liens avec le Québec. Pour les 20 ans de Court mais Trash, j'aimerais accueillir tous les festivals amis, pour que tout le monde travaille ensemble. ■

Lilou Richard

La Planète Démocrate

Dans des moments d'angoisse complète pour la santé de la planète, la pensée peut traverser le cerveau, qu'il aurait été préférable d'avoir un leader global qui puisse décider comment sauver le climat.

« Malheureusement », l'autocrate humaniste n'a jamais existé et n'existera jamais. Pourtant, c'est vrai que le climat fait partie des sujets qui ont un impact sur chacun·e d'entre nous, et en même temps, nécessitent des actions communes. Les collaborations à l'université de quatre personnes sont déjà difficiles : comment faire travailler sept milliards de personnes ensemble ?

Tout d'abord, pour collaborer dans des grands groupes, la démocratie est préférable. Les députés·es de l'Assemblée nationale gèrent les affaires nationales mais les questions globales comme le climat nécessitent des solutions internationales. En fait, il y a des organisations comme l'ONU ou l'UE qui rassemblent les pays pour travailler ensemble sur les faits qui nous influencent tous·tes. En revanche, elles ne manquent pas de problèmes démocratiques et si on envisage une coopération élargie, il faut regarder ce qui nous attend.

En premier lieu, il y a le souci avec les nombres. Robert Dahl, qui était professeur de sciences politiques à Yale University, explique que, pour chaque personne qui s'ajoute à une entité

démocratique, le pouvoir dont chaque personne dispose diminue (Dahl, 1999 : 59). **C'est-à-dire que dans les organisations comme l'UE, il y a beaucoup de citoyens·nes mais peu de pouvoir par personne.**

« L'Union Européenne emploie 60 000 salariés »

Ce sont des arguments qu'on entend souvent avec le climat : « je n'ai pas assez de pouvoir pour changer le monde (Mann, 2019), cela ne vaut donc pas la peine d'essayer ». Alors, s'il y a un maximum de personnes possibles dans une organisation démocratique, on peut se demander ce qui reçoit le pou-

voir réel quand l'organisation grandit au-delà.

Évidemment, les grandes organisations ont besoin de déléguer des tâches, sinon elles ne seraient pas efficaces. Pour mettre cela dans son contexte, l'Union Européenne emploie 60 000 salariés (Commission Europe, 2023). Dahl explore comment cela fonctionne quand on quitte la sphère démocratique pour une bureaucratie. En fait, **il surgit une incompréhension du partage de pouvoir.**

Un exemple absurde peut être trouvé dans un article d'Anders Selnes (2023) qui parle du Comité d'examen de la Réglementation dans l'UE. C'est un petit groupe d'expert·es non élus qui joue un rôle important dans la législation européenne. Ce groupe a une probléma-

tique d'inaccessibilité et de lobbyisme. L'article le critique pour être inconnu. Pour le peuple dans une démocratie, le pouvoir d'exiger responsabilité, est aussi essentiel que le pouvoir d'influencer les décisions. Si la conséquence d'une décision est mauvaise pour le climat, il faut que les gens sachent qui mettre en cause.

Troisièmement, **Dahl (1999 : 62) montre que les personnes sont ignorantes de ce qui se passe dans les autres endroits du monde.** Souvent, les sujets internationaux sont perçus comme complexes et loin de la vie quotidienne. En septembre, l'Éthiopie a déclaré qu'elle avait rempli le *Grand Ethiopian Renaissance Dam*, un lac hydroélectrique contesté par le Soudan et l'Égypte. Les deux pays ont peur de l'impact sur leurs approvisionnements en eau (*Al Jazeera*, 2023).

Les décisions ont toujours des bénéficiaires et des perdants, donc il faut faire attention en évaluant les situations de politique mondiale. Le manque de débat informé est un obstacle dans la préservation de la planète. Notamment avec le lac éthiopien, c'est clair que si l'entité démocratique est un groupe homogène il sera plus probable que les citoyen·nes aient des ambitions et critères qui se ressemblent. Au contraire, quand on parle des rassemblements régionaux ou même globaux, ce

n'est vraiment pas le cas (Dahl, 1999 : 66).

Enfin, dans les États-nations il y a une identité nationale qui facilite l'acceptation des pertes et des gains qui sont partagés inéquitablement, affirme Dahl (1999 : 66). La solidarité est souvent liée à un sentiment d'appartenance Il faut trouver une manière de rassembler les gens pour des solutions durables pour la planète. Pour cela il faut partager le pouvoir justement. Un système au suffrage proportionnel réduit le poids des petits pays dans les prises de décision (Dahl, 1999 : 73). En plus, comme l'explique la réalisatrice Astra Taylor, si tout le monde participait à un référendum pour déterminer si les pays riches doivent arrêter leurs émissions pour que les millions de personnes qui vivent sans électricité puissent en jouir à leur tour, la proposition remporterait une victoire en forme de raz-de-marée. En revanche, elle n'aurait pas été acceptée si c'était seulement les pays en Europe et Amérique du Nord qui votaient (Aronoff, 2021).

« Le climat est une question de sciences et de technologie »

En conclusion, Dahl n'a pas pour ambition de dire que nous ne devons pas utiliser les organi-

sations globales ou régionales pour résoudre nos problèmes mondiaux (Dahl, 1999 : 75). Par contre, il dit que c'est important de comprendre que ces organisations ne sont pas démocratiques. Le climat est une question de sciences et de technologie, mais aussi une question de démocratie et de droits de l'Homme. Il faut avoir une discussion sur les sacrifices démocratiques que nous sommes prêts à faire pour l'environnement. **Avoir connaissance des difficultés est déjà un pas dans la bonne direction.**

Sur le plan individuel, on peut le voir comme une obligation de s'intéresser au monde. Avant de voter aux élections européennes l'année prochaine, il faut lire et apprendre ce que les partis veulent faire. Il n'y a pas de solution idéale, mais il faut travailler sur des fronts différents. La démocratie globale est un de ces fronts. ■ **Elisabeth Tham**

■ Sources : Al Jazeera. (2023-09-10). "Filling of Grand Renaissance Dam on the Nile complete, Ethiopia says". ■ Aronoff, Kate. (2021-08-25). "Is democracy getting in the way of saving the planet?" The Guardian ■ Commission Europa. "Kommissionens personal". Dahl, Robert A. (1999-04-21). Bör demokratin ■ Mann, Michael E.. (2019-09-12) .Lifestyle Changes Aren't Enough to Save the Planet. Here's What Could ■ Selnes, Anders. (2023-05-05). "Okänt EU-organ sågas: För stor makt – ingen insyn". Europaportalen. ■

La distribution alimentaire par l'Union Pirate

— Une triste vérité qui ne fait qu'augmenter

C'est lors d'une interview au sujet des distributions alimentaires organisées par l'Union Pirate, pour les étudiants de Rennes 2, que nous avons rencontré May. Une membre active du syndicat pour qui elle effectue un service civique spécifiquement sur l'action de distribution alimentaire. À l'heure où la précarité étudiante ne cesse d'augmenter en France, la distribution alimentaire bat son plein.

À chaque fois, c'est le nombre d'étudiants bénéficiaires qui augmente considérablement. Depuis l'année dernière, le nombre d'étudiants par distribution se situe entre 200 et 600 personnes.

7 256 étudiants ont pu être bénéficiaires

Alors que les premières distributions ont commencé en 2021 en réponse à la crise due au covid-19, elles se multiplient. Cette crise, devenue générale avec l'inflation, a provoqué une augmentation de la précarité étudiante. Les distributions sont alors devenues une action basique de l'Union Pirate, presque normale. Concernant l'année dernière, 7 256 étudiants ont pu être bénéficiaires et 18 distributions ont eu lieu tout au long de l'année scolaire.

Quant à la première de cette année scolaire,

le 4 octobre, déjà plus de 450 étudiants ont été recensés. May nous explique que cela était très alarmant, les étudiants de première année ne sont pas toujours au courant de ces distributions en arrivant à la fac. Cela signifie donc que ce n'est que le début et que ce chiffre risque de s'accroître nettement tout au long de l'année. Alors une question se pose : comment l'association fait-elle pour assurer le nombre de demandes en augmentation croissante quant au nombre de denrées alimentaires ?

May nous explique que c'est le Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE), financé par la CVEC, qui permet à l'Union Pirate de fournir une cotisation par mois à la banque alimentaire de Rennes. Des réunions sont faites avec la banque alimentaire pour savoir quels sont les besoins afin d'adapter le nombre de denrées en fonction de la demande.

Ainsi tous les mercredi matin un camion finan-

cé par la FSDIE part à la banque alimentaire de Rennes, qui se situe à Pacé. Dans le cas où la banque alimentaire ne peut pas fournir suffisamment de denrées, alors l'Union Pirate effectue ses commandes dans des grandes surfaces telles que Leclerc, Super U, etc. Enfin, ce travail de collecte de denrées se fait aussi en équipe avec l'épicerie gratuite de Rennes 2. Dans le cas où, à l'inverse, il reste des denrées alimentaires, elles sont ainsi redistribuées à l'épicerie gratuite de l'université. De plus, il arrive que la banque alimentaire ou encore les supermarchés donnent des aliments dont la taille du contenant, par exemple, n'est pas propice à la distribution. Dans ce cas, les aliments sont confiés à l'épicerie gratuite qui a la possibilité de diviser les parts, contrairement à l'Union Pirate.

Concernant l'organisation des distributions, tout cela s'effectue grâce aux bénévoles de l'Union Pirate. **Ce sont 25 bénévoles qui ont permis à la première distribution de cette année scolaire d'exister.** May nous explique ici que le recrutement se fait surtout grâce à la VEE, qui permet d'allier les cours et le bénévolat par la même occasion. La promotion de la valorisation de l'engagement étudiant est nécessaire et se met en place notamment avec des membres de l'Union Pirate au début de l'année qui viennent lors des conférences de présentation en expliquer le déroulement.

Il semblerait que la précarité étudiante ne soit pas la priorité du gouvernement

Le fait que l'Union Pirate compte autant de membres permet d'établir lors des distributions alimentaires un système de roulement

entre les différents bénévoles et plus largement une organisation plus rapide et plus efficace. Les distributions alimentaires en l'occurrence demandent beaucoup de temps et d'énergie, il faut aller chercher les tables dans les différents lieux, les installer par la suite, descendre les denrées du camion prises le matin-même, organiser l'agencement des tables, réfléchir au nombre d'articles par table, trier les aliments, etc. Les bénévoles sont donc présents de 14h à 18h pour une distribution qui dure de 15h à 17h.

L'Union Pirate a donc profité de cette occasion pour inviter la ministre

Malgré tout cela, il semblerait que la précarité étudiante ne soit pas la priorité du gouvernement pour le moment. May nous explique que le 14 octobre dernier, dans le cadre d'une visite du CHU de Rennes et de l'École des hautes études en santé publique, la ministre de l'Enseignement supérieur Sylvie Retailleau est venue à Rennes. L'Union Pirate a donc profité de cette occasion pour inviter la ministre à venir voir comment se déroulait la distribution alimentaire à Rennes 2, qui avait lieu le jour même, à seulement quelques mètres de là où elle se trouvait. Cependant, celle-ci n'a pas répondu à cette invitation et a fait le choix de l'ignorance.

Les membres de l'Union Pirate et plus largement l'ensemble des étudiants ont pris cette nouvelle une fois de plus avec beaucoup de déception, se sentant véritablement délaissés par le gouvernement français. ■ Orlane Pelleter et Élise Pinçon.

Les 24h de la BD à Rennes : la créa- tivité challengée

— Plongez dans l'univers effervescent
de la BD en 24 heures !

Pour la troisième année consécutive, les 24 heures de la BD sont organisées par les étudiantes du Master Métiers du livre et de l'édition de Rennes 2 en collaboration avec une équipe d'artistes qui se prêtent au jeu de l'événement. Le concept des 24 h de la BD a été créé par l'Américain Scott McCloud et s'est répandu dans le domaine artistique et l'univers de la bande dessinée, puis s'est importé en France notamment en 2007 grâce au festival d'Angoulême.

En 24 heures, les artistes doivent réaliser, sur un thème imposé gardé secret et annoncé le jour J, 24 planches de bande dessinée. Si les premiers pas de cet événement ont eu lieu grâce à un projet de fin d'études d'une ancienne étudiante de Master 2, il y a eu depuis deux

nouvelles éditions qui se sont déroulées à l'Hôtel Pasteur puis à l'Espace Lecture Carrefour 18. Elles ont respectivement donné naissance à deux recueils : *Demain j'arrête !* et *L'Envers du décor*. Cette dernière édition a été un succès, tant bien pour les artistes que pour les étudiant·es concerné·es : « J'ai vraiment apprécié travailler sur ce projet, c'est très enrichissant et stimulant de voir tout·es ces artistes en ébullition pendant 24 heures » nous rapporte l'une d'elles. Cette année 2023-2024 voit naître un troisième rendez-vous entre les étudiantes du Master Métiers du livre et de l'édition et les artistes qui relèvent le défi, certains pour la troisième fois consécutive.

Entre le **25 et le 26 novembre** se jouera de nouveau à l'**Espace Lecture Carrefour 18** (au 7 rue

d'Espagne, 35000 Rennes), dirigé par Sophie Marotte, cette aventure artistique et littéraire ouverte au public entre 16h et 18h.

De cette journée riche en croquis, crayons et fatigue naîtra un nouveau recueil édité entièrement par les étudiantes du master, qui sera disponible à la vente sur le site de la maison d'édition associative de l'Université : Tirage de Têtes. Quelques exemplaires de *L'Envers du décor* sont toujours disponibles à la vente au prix de 15 €, rapprochez-vous de Tirage de Têtes pour plus d'informations ! Ils seront également disponibles pendant l'événement.

■ **Maëline Danet et Soizic Piron, étudiantes en M2 Métiers du livre et de l'édition.**



Illustration par Jop | jop-portfolio.com

Des liens qui nous unissent

— une série sur le lien social

— Partie 1 : Lutter contre l'isolement social des jeunes à Rennes

En France, nous remarquons depuis plusieurs années une perte du lien social sous différents points de vue : chez les jeunes générations, chez les personnes âgées mais aussi entre les générations. Nous allons donc aborder ce thème du lien social en trois parties, représentant les trois points de vue précédents, que vous pourrez suivre lors des trois prochains mois.

Qu'est-ce que le lien social ?

Le lien social désigne l'ensemble des relations qui unissent des individus faisant partie d'un même groupe social et/ou qui établissent des

règles sociales entre individus ou groupes sociaux différents.

Que se passe-t-il lorsque le lien social disparaît ?

La perte du lien social entraîne l'isolement social. Pour le Conseil économique, social et environnemental (CESE), l'isolement social se définit comme « la situation dans laquelle se trouve la personne qui, du fait de relations durablement insuffisantes dans leur nombre ou leur qualité, est en situation de souffrance et de danger. »

Cette situation ne signifie donc pas forcément l'absence ou la rareté des liens, mais cela peut aussi être dû à une qualité des relations insuffisante. En effet, une personne entourée peut ressentir ce sentiment d'isolement. Le CESE précise ainsi que « les relations d'une qualité insuffisante sont celles qui produisent un déni de reconnaissan-

sance, un déficit de sécurité et une participation empêchée.

Le risque de cette situation tient au fait que l'isolement prive de certaines ressources impératives pour se constituer en tant que personne et accéder aux soins élémentaires et à la vie sociale. »

D'après une étude de la Fondation de France, 2 millions de Français·es de 15-30 ans étaient « en situation de solitude » en 2017, soit 18 % de cette tranche d'âge. 700 000, soit 6 % des 15-30 ans, vivaient même en situation d'isolement social total. En 2017, un cinquième des 18-29 ans vivaient en-dessous du seuil de pauvreté.

Des rapports plus récents montrent que de plus en plus de personnes sont touchées, notamment chez les jeunes âgés entre 18 et 29 ans. Cette tranche d'âge, déjà la plus pauvre, se paupérise un peu plus chaque année.

La précarité comme vecteur de la perte du lien

Les causes de cet isolement social sont multiples ; départ du domicile parental, célibat, mauvaises conditions de logement ou de moyens de transports, problèmes de santé, complexes physiques (...). Dans la majorité des cas, les facteurs sont familiaux et économiques mais surtout, ils sont pluriels.

La sociabilité est contrainte par le niveau de ressources, la pauvreté rendant plus difficiles les sorties culturelles, pour le loisir, ou même l'investissement dans une association qui nécessitent généralement des dépenses supplémentaires.

Les conséquences de cet isolement social sont nombreuses. Parmi elles, nous retrouvons les différentes précarités comme celles de l'emploi, mais aussi la vulnérabilité sociale et économique. La perte du lien social peut entraîner la dégradation de la santé et du niveau de bien-être, pouvant mener à l'apparition de troubles psychiques. En 2016, le rapport de la mission « Bien-être et santé des jeunes » soulignait que 10 % des jeunes de 16 à 25 ans connaissent un épisode dépressif.

Lutter face à l'isolement social chez les jeunes générations

Pour réduire l'isolement chez les jeunes générations, il existe les colocations. En effet, c'est une forme de logement très recherchée par les étudiant·es notamment grâce aux coûts moindres.

Cependant, même en connaissant une ou plusieurs personnes de la colocation, la vie peut paraître parfois étouffante. Certain·es étudiant·es préfèrent sortir tous les jeudis soirs tandis que d'autres préfèrent se coucher tôt après une bonne soirée de révision.

A Rennes, l'association la Maison en Ville propose une forme de logement nommée « colocation à projet ». Dans cette formule, des étudiant·es partagent un appartement indépendant et s'engagent à monter un projet commun pendant l'année universitaire. Cela peut être un projet humanitaire, social, solidaire, spirituel, ou un projet de vie. Le projet est choisi en accord avec l'association afin de rester compatible avec les études des jeunes, et l'association accompagne sa mise en œuvre. La colocation à projet permet un échange riche et constructif entre étudiant·es. Au-delà de l'expérience de colo-

cation, iels apprennent à se connaître et à s'accueillir à travers la réalisation du projet : travailler ensemble, se répartir les tâches, s'organiser, voir les fruits de leur travail commun... Parfois, ces projets sont menés en collaboration avec d'autres associations partenaires de La Maison en Ville . Par exemple, l'organisation de soirées mensuelles à thème dans une pension de famille ou bien dans le foyer de réinsertion de l'association Habitat et Humanisme, un foyer qui accueille des personnes blessées par la vie. Un autre exemple, la mise en place de temps d'échanges, de rencontres, de débats entre jeunes français.es et étranger.es, un projet accompagné par le CCFD Terre Solidaire. ■ **Manon Pottier**

Sources ■ Social / SES.WebClass. (s. d.)
Fondation Croix-Rouge française. (2022, 6 mai). *Isolement social des jeunes* ■ **Colocation à projet - la maison en ville.** La Maison en Ville. ■



Résurgence libertaire ?

— Appréhender l'Époque à l'aune de l'héritage anarchiste

Les deux premiers volets de ce dossier – « L'héritage anarchiste : aux racines de la dissidence » et « Mémoire libertaire : la face cachée de l'Histoire » – sont parus dans les numéros 10 et 11, rubrique [Antithèse] et sont accessibles sur le site web de L'agrasfe.

— Troisième volet – Une lecture en prise avec l'Époque

Qu'est-ce que la modernité, si non cette époque marquée par le « silence déraisonnable du monde »¹ qu'évoquait Camus dans *Le Mythe de Sisyphe*? Ce silence qui n'est que plus criant à mesure que la vie sur terre s'effondre, que les ardeurs belliqueuses de quelques-uns peuplent nos réalités de ruines et de charniers, et que le monde contemple sa chute derrière la vitre sans teint de son smartphone.

Ce qui se joue aujourd'hui, c'est une guerre des imaginaires, un conflit de mondes. De part et d'autre de l'échiquier politique, des récits s'échafaudent pour préfigurer nos lendemains et redonner une voix – et une voie – au monde taciturne. Face à la nécessité impérieuse de s'armer conceptuellement pour imaginer des futurs désirables et soutenables, les penseurs et activistes libertaires contemporains montent au créneau pour actualiser et redéployer la pensée anarchiste dans un contexte de crise multidimensionnelle.

Éroder le capitalisme ?

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, Francis Fukuyama annonçait la « fin de l'Histoire » et le triomphe des démocraties libérales, devenues l'« horizon indépassable de l'humanité »². Dès lors, le nouvel ordre mondial, dominé par le dogme capi-

taliste, apparaît comme l'aboutissement d'une quête séculaire, le stade ultime de l'évolution telle qu'envisagée par Darwin. Aujourd'hui, force est d'admettre les formidables capacités d'adaptation, d'absorption et de détournement du modèle néolibéral : pensons à la « croissance verte », cette chimère enfantée par le capitalisme et censée endiguer la crise climatique, ou bien au libertarianisme, doctrine qui ponctionne et détourne les idées libertaires pour servir l'appétit des capitaines d'industries – dont la sécession programmée, mise en images par le film *Don't Look Up : Déni cosmique*, apparaît de plus en plus plausible. Mais doit-on pour autant considérer, eu égard aux ravages socio-environnementaux qu'il sème derrière lui, que le règne du grand Capital ne peut être dépassé ? Doit-on employer sous son omnipotence, et se résoudre à la léthargie ? L'histoire de la lutte contre le

Réenchanter le politique ?

Taux d'abstention stratosphériques, montée des nationalismes, reconfiguration (droitisation) du spectre politique, emballement sécuritaire, autoritarisme et centralisation du régime présidentiel... A l'aune de la déliquescence de nos démocraties représentatives, il apparaît urgent de redonner sens et consistance à l'activité politique. A cet égard, l'anarchisme constitue un riche terreau d'outils et d'idées à même de lui rendre ses lettres de noblesse. Au tournant du XXI^e siècle, Murray Bookchin – philosophe libertaire américain – émet l'idée que **la reconstruction du politique ne peut qu'émaner de sa « forme la plus élémentaire » : la commune, entendue comme entité administrative « à taille humaine »** (quartier, municipalité, district...). Dans la lignée du communisme libertaire de Kropotkin, il postule qu'une gouvernance participative et ancrée dans les problématiques locales suggère un « lieu de parole au sein duquel les gens peuvent intellectuellement et émotionnellement se confronter les uns aux autres, s'éprouver réciproquement à travers le dialogue, le langage du corps, l'intimité personnelle et des modalités directes, non médiatisées, du processus de prise de décision collective » (Bookchin in Jour-

capitalisme est celle de l'ambivalence qui oppose les paradigmes révolutionnaire et réformiste. Le premier caresse l'idée d'un renversement complet de l'ordre établi – le « grand soir » – au profit d'une société nouvelle, quand le second promeut une transformation progressive des structures sociales par la voie institutionnelle. Deux paradigmes essorés par l'Histoire, tant ils ont été sources d'espoirs avortés et de désillusions pour les idéalistes.

A cette dualité qui semblait indépassable, l'anarchisme contemporain propose une issue : nous l'appellerons le « paradigme érosif ». **A défaut de pouvoir domestiquer ou briser la machine capitaliste, il s'agit bien plutôt de l'éroder en s'engouffrant dans ses interstices, en exploitant ses failles et en y bâtiissant des mondes régis par les principes libertaires.** Cette nouvelle formule transcende et catalyse les deux visages de l'agir anarchiste identifiés par le philosophe israélien Martin Buber (*Ibid.*) : le premier, dit « positif », consiste à donner corps « ici et maintenant » aux principes libertaires d'autogestion et d'égalité, à bâtir des utopies réelles en marge de la société capitaliste (par la formation de communautés autonomes, l'adoption de modèles participatifs dans les organisations militantes, etc.)³. Le second, dit « négatif », consiste à affaiblir le capitalisme en at-

taquant ses ressources et ses symboles (par la casse ciblée, le désarmement⁴, la poursuite des multinationales portant atteinte aux droits fondamentaux ou à l'environnement, etc.).

Qu'il s'agisse de l'ouverture de Zones à défendre⁵ (ZAD), du désarmement d'infrastructures écocidaires (mégabassines, cimenteries, projets autoroutiers tels que l'A69...) ou même du squat, les stratégies de lutte qui ont émergé au cours des dernières décennies puisent dans la tradition anarchiste et portent en elles son héritage. Elles forcent un espace de déploiement et d'expérimentation des principes libertaires, tout en érodant les fondations du capitalisme – ici et comme souvent : la propriété. De même, le Black Block s'inscrit dans le sillage de la propagande par le fait et de l'action directe – la répression législative, judiciaire et médiatique dont il fait l'objet n'étant pas sans rappeler les Lois Scélérates (voir les deux premiers volets de ce dossier). Ces mouvements, vilipendés de toute part, ne traduisent pas un pseudo « ensauvagement », mais bien **la nécessité d'un réenchantement du politique, colonisé par la finance et dévoyé par le corporéisme, les conflits d'intérêt et le conservatisme de classe.**

dain, 2020 : 105).

Bookchin entend ainsi redéfinir le rapport qu'entretiennent peuple et pouvoir : à la conception plébéienne qu'embrassent nos élites pédagogues – considérant le peuple comme une masse ignorante à administrer –, se substitue celle d'un peuple délibérant – ou « démos » – et de sa raison collective (Dupuis-Déri, 2018 : 76). Une première limite à ce postulat tient dans la « tension entre l'exigence politique de participation égalitaire et libertaire et l'exigence d'"efficacité" » (*Ibid.*). Car la démocratie ne se décrète pas, elle se pratique ; elle n'est jamais atteinte, elle « se construit incessamment ou elle meurt » (Damasio in Carrabedian, 2016 : §26). En cela, elle requiert un temps et une énergie considérables. D'ailleurs, il serait légitime d'interroger l'aspiration de chacun, sinon d'accéder à l'autodétermination, du moins d'y concéder le temps et l'énergie qu'elle implique. Une seconde limite tient dans la sclérose dont peut faire l'objet le processus décisionnel au sein d'une communauté vieillissante : « que signifierait une expérience anarchiste se coagulant dans la durée [?] quelle liberté resterait à ceux et celles y participant, qui ne feraient que répéter et mimer des pratiques définies par d'autres et depuis longtemps stabilisées ? » (Dupuis-Déri, 2018 : 139).

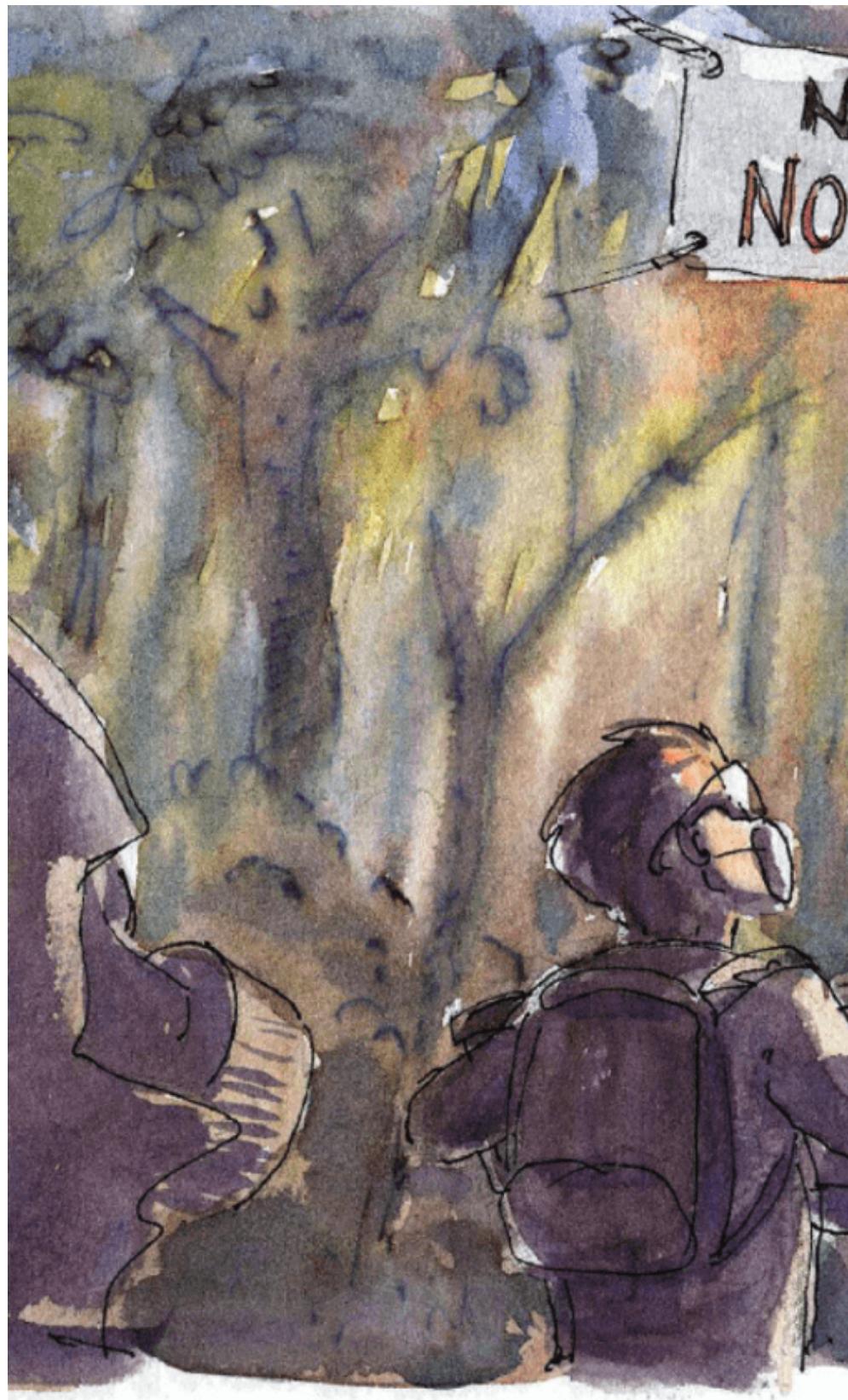




Illustration par Alessandro Pignocchi (2019) La recomposition des mondes

Relocaliser le pouvoir entre les mains des administrés, instiller l'autodétermination et l'autogestion dans la société appelle de nombreux défis et autres exigences, en premier lieu desquels la réduction du temps de travail. Revendiquée par les partisans de la pensée libertaire depuis sa genèse **6**, celle-ci apparaît comme une condition à l'exercice effectif et éclairé de l'autogestion. Mesure qui, nonobstant ce qu'en pensent ses pourfendeurs, est amenée à s'imposer d'elle-même sous le poids du ralentissement et de la décroissance qu'entraîneront l'épuisement des ressources et la crise climatique que nous traversons...

Des « communs » aux « géoclasses »

Le souci écologique, s'il n'est parvenu à s'immiscer dans le débat public que tardivement au cours du XXe siècle, a occupé une place centrale dans la théorie libertaire et ce dès ses premières heures. Aujourd'hui, la question environnementale s'impose à nous avec d'autant plus de vigueur qu'elle est un enjeu existentiel non seulement pour l'espèce humaine, mais pour la vie sur terre. En cela, elle nous enjoint à **reconsidérer notre place dans le monde** et à **reformater le regard que nous portons sur notre propre histoire** ; une épreuve réflexive et ontologique inédite, qui réclame une mobilisation sans précédent de nos imaginaires politiques **7**.

« L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même » (Reclus in Jourdain, 2020 : 86)

Dans cette optique, à partir des années 80, le mouvement des « communs » appelle à lutter contre les multiples formes de captation et de privatisation des ressources (terre, forêts, rivières...) en rétablissant leur « autogouvernement par l'élaboration de règles communes » (Ibid.). Il s'agit, en creux, de renouer avec des us et coutumes balayés par le cloisonnement du monde moderne (dont les enclosures **8** et le remembrement foncier de l'après 1945 ont été les moteurs), tout en accompagnant la résurgence des pratiques d'entraide **9**, identifiées par Kropotkin comme des constantes de l'évolution humaine mises à mal par l'individualisme moderne (voir premier volet).

Plus récemment, dans Ethnographies des mondes à venir, Philippe Descola – qui dialogue avec le chercheur et auteur de bande-dessinées Alessandro Pignocchi – remet en question le concept de « nature », cette construction sociale qui n'a pas d'équivalence dans d'autres cultures que la nôtre. Considérant la pluralité des rapports au monde – ou « mondiations » – à

l'œuvre dans les sociétés humaines, il pose le naturalisme – ce paradigme, dominant dans le monde occidental, qui consiste à séparer la nature de la culture, l'Homme de son environnement – comme **une exception anthropologique qui corrobore et alimente les dynamiques d'objectivation, de domination et d'exploitation du vivant**.

L'anthropologue, disciple de Lévi-Strauss et longtemps titulaire de la chaire d'anthropologie du Collège de France, pose ainsi la ZAD comme un dispositif d'institutionnalisation – au sein d'usages, de pratiques, de représentations et de valeurs communes – d'une prise de distance à l'égard du naturalisme. Signataires de la pétition **On ne dissout pas un soulèvement** **10**, lui et Pignocchi invitent à réinvestir nos localités, à tisser des liens affectifs avec nos colocataires non-humains et à subjectiver le monde pour mieux le préserver des désastres que génèrent la marchandisation et la réification généralisées.

Par ailleurs, Descola mobilise le concept de « géoclasse », forgé par Bruno Latour, pour désigner ces « solidarités embryonnaires » qui fédèrent humains et non-humains contre un régime de domination préjudiciable à l'ensemble – ici, le modèle agro-industriel : « les employés des élevages porcins et des abattoirs, les Amérindiens spoliés, les ouvriers agricoles

de l'agrobusiness brésilien, les cochons et les tourbières de Bretagne... ». **11** Il préconise ainsi le « rapatriement des non-humains dans les institutions et la sociabilité humaines » à l'instar de l'octroi, en 2017, d'une personnalité juridique au fleuve Whanganui par les autorités Néo-Zélandaises. Reconduite en Colombie pour une partie de la forêt amazonienne, une telle intégration permet de **reconnaitre des droits à des êtres non-humains (un bocage, une montagne, un ruisseau) et de les protéger juridiquement d'éventuelles agressions humaines.**

Nous l'avons vu, la pensée libertaire n'est ni homogène ni clairement délimitée. Plurielle, composite, elle infuse le corps social et y distille ses aspirations, y compris dans des sphères où l'on ne l'attend pas. Elle se manifeste sans toujours dire son nom, et suscite autant de fascination que de véhémence. Si l'Epoque est propice aux récits fatalistes, la pensée libertaire contemporaine s'attèle quant à elle à **réhabiliter l'utopie, dans un rapport dialectique avec l'actuel.** Les artisans de cette réhabilitation la conçoivent non comme un idéal chimérique ou un horizon figé dont l'inertie conduirait inéluctablement à la dégénérescence dystopique, mais comme un maquis, une poche de résistance ; une brèche où s'expriment les dissidences et se bâtissent des

mondes possibles, en marge d'une société de contrôle qui réprime, détourne, formate. Un foyer d'expérimentation, un espace de tâtonnement qui se nourrit de l'imaginaire et ne peut exister qu'en dehors des dogmes capitalistes. C'est là le cœur du dessein anarchiste, qui traverse les âges et résiste à l'ordre établi sous ses différentes morphologies : figurer des lendemains désirables, soutenables et résolument en prise avec les maux de l'Epoque. ■ **Mattéo Bacro**

■ Sources : Carabédian, A. (2016). « Utopier le désir ! », *Entretien avec Alain Damasio – dans Tumultes, 2016/2 n°47.* ■ Dupuis-Déri, F. (2018). *Les nouveaux anarchistes* (éditions Textuel). ■ Descola P. et Pignocchi A. (2022). *Ethnographies des mondes à venir* (Editions du Seuil). ■ Jourdain, E. (2020). *L'anarchisme* (éditions La Découverte).

1. Ce silence serait symptomatique d'une crise de la « résonance », identifiée et définie par Hartmut Rosa comme la disparition – propre à la modernité tardive – d'une relation responsive et affective au monde.

2. Fukuyama F. (1992). *The End of History and the Last Man.*

3. Rappelons-nous : le « mode d'organisation et d'action doit déjà porter en germe la société future, égalitaire et libertaire » (Jourdain, 2020 : 25).

4. Cf. Malm A. (2020). *Comment saboter un pipeline* (éditions La Fabrique)

5. Les ZAD sont inspirées de la notion de TAZ (« Temporary Autonomous Zone »), conceptualisée en 1991 par l'auteur anarchiste Hakim Bey (Jourdain, 2020 : 106)

6. Dès les premières heures, les penseurs anarchistes condamnent la division du travail amenée par le taylorisme et prônent un équilibre entre les travaux manuels et intellectuels, vecteurs d'épanouissement personnel.

7. A ce propos, lire : *Les Furtifs* (Damasio, 2019) et *Les dépossédés* (Le Guin, 1974)

8. Le mouvement des enclosures a consisté, en Angleterre à la fin du Moyen-Âge, dans la privatisation et le cloisonnement des terres. Identifiées par nombre d'intellectuels comme le point de départ du capitalisme, les enclosures ont conduit à la quasi-disparition des « communaux », ces terres cultivées gérées de manière collective, régies par le droit coutumier et dont les populations rurales étaient fortement dépendantes.

9. Cf. Kropotkine P. (2023). *L'entraide, suivi de C'est aux jeunes que je parle.*

10. Cette pétition a été lancée suite à la menace de dissolution des Soulèvements de la Terre proférée par le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin. Par cette manœuvre, le pouvoir cherchait à criminaliser les organisateurs de la manifestation d'opposition aux mégabassines – qui s'était tenue à Sainte-Soline le 25 mars 2023 – et à créer un précédent juridique préjudiciable à la vitalité démocratique. La pétition réunit à ce jour plus de 150 000 signataires, dont de nombreux scientifiques, paysans, artistes, intellectuels et militants.

11. Cf. Truong, N. (2023, 12 juin). Philippe Descola et Baptiste Morizot : « Face aux bouleversements écologiques, il est temps de bifurquer et d'aménager le monde pour la vie ». *Le Monde.fr.*

Lorsque le langage est au service d'un système spéciste¹

Le langage est un système de communication qui nous permet d'échanger entre individus sur notre environnement et celleux qui le composent. La langue qui est l'une de ses manifestations rend alors possible une traduction commune de nos réalités par des mots et des expressions afin que nous ayons des imaginaires collectifs. Si on nous apprend dès le plus jeune âge l'importance des mots, il est moins fréquent de mettre en avant l'impact de ceux-ci sur nos représentations. Que dit alors notre langue de notre rapport aux autres animaux ?

Les humains ne sont pas des animaux !

Dans l'ouvrage *Le Mépris des bêtes*, l'autrice explique que les humains sont couramment désignés en opposition aux autres animaux, s'excluant de la catégorie animale – classification biologique d'êtres vivants hétérotropes. Le rejet de ce regroupement indique d'ores et déjà la hiérarchie opérée par le langage entre ces deux classes sociales. Nous utilisons alors

les termes valises « bête » et « animal » pour désigner le reste des êtres sentients, termes qui occultent les spécificités de chaque espèce. Cette masse informe que représentent ces mots nie alors l'individualité et l'existence propre des animaux non-humains faisant avant tout de ces derniers des non-être. N'ayant aucune reconnaissance juridique de leur individualité, nous les privons de leurs droits fondamentaux, c'est-à-dire le droit de ne pas être torturé, tué ou exploité.

« Bête à manger du foin », « Sale porc »

En s'appuyant sur les dictionnaires CRISCO et TLFI, cette même autrice établit une comparaison de synonymes entre « bête », « animal » et « humain » dont il ressort une conclusion peu surprenante sur les valeurs attribuées aux différents termes. Sur les cinq premiers synonymes de chaque mot, ceux désignant les autres animaux sont tous à connotation néga-

tive. «Animal» peut être remplacé par abruti, ballot, bestial, bête, brutal, et « bête » par stupide, sot, niais, bête, ballot, idiot. A contrario, les synonymes du mot « humain » renvoient à des significations positives tel qu'accessible, altruiste, anthropien, bénin, bienfaisant.

« Les animaux » sont par ailleurs qualifiés par les humains par plusieurs caractéristiques telles que leur stupidité, leur saleté, leur laideur qui offenserait notre odorat, notre vue et notre ouïe. Dans le langage courant, la stupidité fait souvent référence à deux catégories d'animaux, les herbivores domestiques et les oiseaux. Le bœuf est considéré comme un travailleur certes, mais stupide : « *on n'est pas des bœufs* ». Le mouton, lui, est souvent moqué et désigne couramment un individu se laissant facilement berner. Les oiseaux ne sont pas épargnés par ce sté-

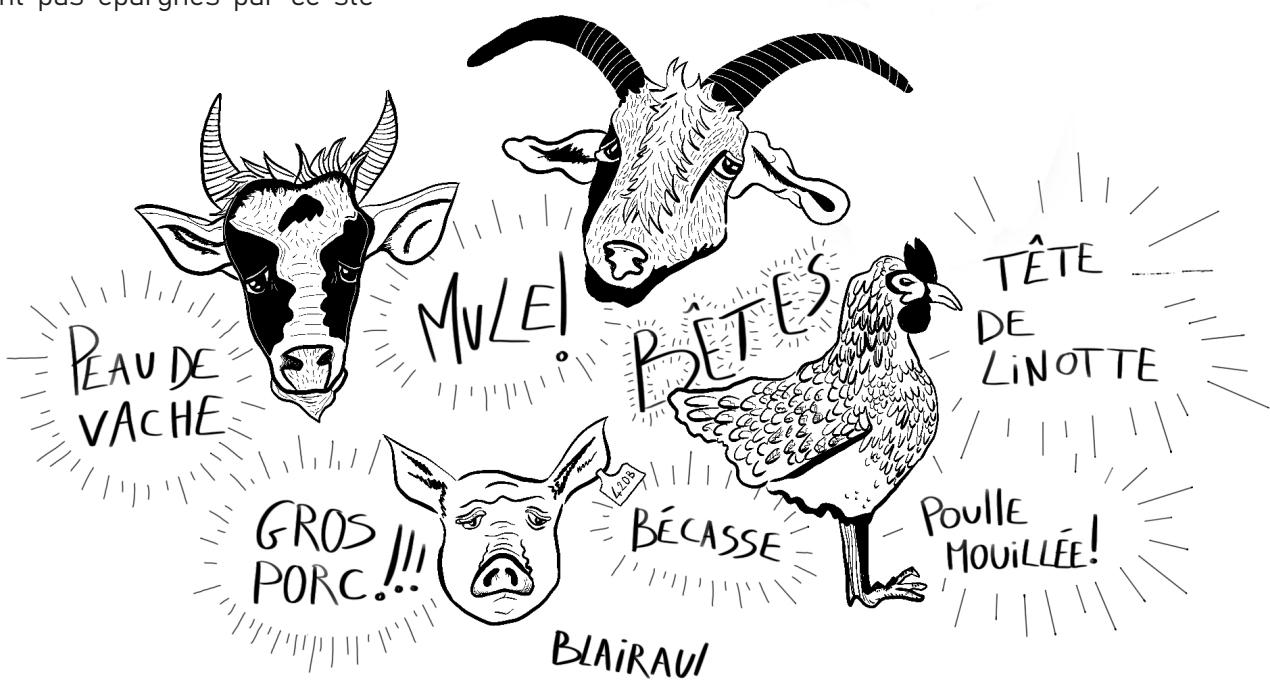
réotype, où traiter un·e humain·e de bécasse sous-entend qu'il est follement étourdissant. Sans oublier, les fameuses expressions sur les dindes qui sont le plus souvent utilisées pour signifier d'une femme qu'elle est stupide et gauche.

Dans notre imaginaire, le roi de la saleté revient sans hésiter aux cochons. « *Une porcherie est un lieu d'une saleté repoussante, une cochonnerie est une action ou une parole contraire à la décence, à l'honnêteté ou à la loyauté, synonyme d'obscénité, mais aussi l'état d'une chose ou d'une personne extrêmement malpropre.* »²

Attribuer un caractère vil et grossier à cette espèce est une manière de nier ses capacités cognitives afin de rendre plus acceptable sa consommation à grande échelle. Le cochon est aussi représenté par sa sale-

té morale, souvent affilié à un agresseur sexuel, comme en témoigne un nombre d'insultes qui désigne le plus souvent des hommes sexistes et oppressifs. L'usage du mot « bête » comme métaphore est aussi récurrent, notamment à travers les termes «vache à lait». Dans un emploi courant, lorsque le référent est humain, cette figure de style désigne des individus qui se font exploiter et qui le dénoncent en faisant appel à cette expression imagée. Si l'exploitation d'un individu n'est tolérable, se servir de cette métaphore pour dénoncer la surexploitation humaine sous-entend que celle des autres animaux est naturelle.

Au-delà des désignations négatives des autres animaux dans le langage courant, les termes qui pénalisent ces derniers se sont aussi invités dans un contexte juridique.



Jusqu'en 2019, l'appellation « nuisible » était présente dans les textes officiels, titre faisant référence à « *un animal sauvage qui cause des dégâts au gibier et aux cultures dont la chasse est autorisée en dehors de la période d'ouverture.* » Si cette dénomination n'est plus effective, l'emploi du terme « nuisible » continue d'être d'usage chez « les premiers écologistes de France ».

Euphémiser pour faciliter les discriminations spécistes

Tuer volontairement des milliards d'êtres sentients non-humains n'est un crime ni légalement, ni moralement. Dans cette logique, nous utilisons le verbe « abattre » pour décrire l'action d'ôter délibérément la vie des autres animaux, terme ambigu dépourvu de connotation émotionnelle, au contraire des verbes « assassiner » et « exécuter », réservés aux humains. Les mots « prélever » et « prélevement » relèvent de la même figure de style qui se révèle efficace « *d'abord parce que les termes ne renvoient qu'à une action partielle, modérée : on ne prélève jamais qu'une portion de quelque chose sur un tout, une partie d'un ensemble. Quand la chasse ou la pêche tuent, le résultat, absolu au niveau des individus abattus apparaît de façon relative et partielle par rapport au total d'une population mais qu'une portion de quelque chose sur un tout, une partie d'un ensemble.*

rapport au total d'une population mais qu'une portion de quelque chose sur un tout, une partie d'un ensemble. »

L'élevage est le domaine où le choix du lexique est crucial, car il s'agit ici de **conforter les consommateur·ices dans leur pratique**, celle de consommer une « viande heureuse ». L'exemple le plus criant est autour de la notion du « bien-être animal », thématique ajoutée à la charte des bonnes pratiques des élevages. Nous pouvons retrouver par exemple ce que les industries appellent « soins des porcelets » qui dans la pratique correspondent à des actions douloureuses comme la coupe des dents, la caudectomie et la castration à vif des porcelets.³ L'euphémisation par le langage des actes causés aux animaux d'élevage participent à minimiser la violence et la souffrance qui sont leur lot quotidien.

Une langue vivante est une langue qui s'acclimate aux changements sociaux, aux habitudes de ses locuteur·ices, et pour ce fait, il serait légitime de questionner son implication dans les processus oppressifs visant les autres animaux. Le pouvoir de la langue dans les luttes sociales s'est montré à plusieurs reprises être un outil serviable à la modification de nos représentations, comme ce fut le cas avec la féminisation des métiers

et des grades. La volonté d'exclure les références négatives des animaux non-humains de nos expressions et d'utiliser les justes mots pour désigner les actions qui les condamnent serait une prémissse vers une considération morale équitable des êtres sentiens. ■ **Elise Pinot**

■ **Sources :** Le mépris des "bêtes", un lexique de la ségrégation animale, *Marie Claude Marsolier, 2020, Puf*

■ « *Ces expressions qui banalisent l'irrespect et la violence envers les animaux* », *Anissa Putois, 2019, Huffingtonpost*

■ *Quand le langage nous conditionne à exploiter et tuer les animaux, Charlotte Arnal, 2021, Mr mondialisation* ■ « *Les femmes sont des animaux* » & *Emancipez votre langage, 2022, Comme un poisson dans l'eau.* ■

1. Discrimination arbitraire basée sur l'espèce, où l'humain est considéré supérieur à tous les êtres sentiens.

2. Extrait du livre Le mépris des "bêtes", un lexique de la ségrégation animale, *Marie Claude Marsolier, 2020, Puf*

3. La castration à vif est interdite depuis janvier 2022, favorisant la castration chirurgicale.

Denez Prigent hag arz ar gwerz

D'an 13 a viz Here tremenet, eo deuet er-maez d'an embannadurioù Ouest France ul levr skrivet gant Denez Prigent *Gwerz Denez*. Al levr-mañ a zo an oberenn eus e vuhez a-bezh. E-barzh e vez kavet kant c'hwech' ha tre-gont gwerzioù (eizh kant ugent pajennouù dre-holl) skrivet ha kanet gant an arzour e Breizh a-bezh hag en tu-hont.

Kanañ evit chom hep disoñjal, lezel ur roud ha rentañ justis, setu ar c'hredennouù Denez, un arzour a orin eus penn ar bed. Kanet en deus Denez gant ar c'hoarezed goadek hag hiziv an deiz, kendalc'h a ra gant ar kan hengounel-mañ. Kanet e brezhoneg, ar Gwerz a gont

istorioù eus ar vuhez, kentoc'h skrijus ha melkonius. Mesklet e vez ar sakr hag ar faltazi e-barzh ar kan-se. Gant ar c'horriganed, ar sorserezed hag ar grouidigezhioù kevr e vez lusket ar varzhonegoù-se.

E Roazhon, e-pad festival ar treuzmusikouù e 1992, e oa bet roet lañs da respect Denez Prigent hag addizoloet gant ar publik ar barzhonegoù hengouenel-se eus an amzeriouù kozh, gant eizh treid. Bodet en ul levr, e vez troet ar barzhonegoù-se e galleg hag a c'hall bezañ dizolet gant an holl.

Kregiñ a ra an dastumad barzhonegoù gant ar gwerz anavezet ar muiañ gant an

arzour. « Gwerz Kiev », a komz diwar-benn an naonegezh vras, c'hoarvezet en ukraine e 1932 abalamour d'an divizoù Stalin. *Voir extrait ci-dessous.* ■

Kenoc'ha Le Bourhis

Ha da Giev pa erruo

A-walc'h e galon e ouelo

A-hed ar straedoù o welet

Tud varv dre-holl stlabezet

Tud varv gant an naonegezh

Chas warno oc'h ober banvez

'Mesk ar c'horfoù ur bugel bihan

Klemm-diglemm o

c'hervel e vamm

Brini ur c'hantad, ken-ha-ken

'Treiñ 'tistreiñ 'us d'e benn

N'o do ket pell da c'hortoz ken

Denez Prigent et l'art de la gwerz

Le 13 octobre dernier est sorti aux éditions Ouest France le livre de Denez Prigent, *Gwerz Denez*. Œuvre de sa vie, *Gwerz Denez*, rassemble sur 820 pages les 136 Gwerz écrites et chantées par l'artiste à travers la Bretagne.

Chanter pour ne pas oublier, laisser une trace et rendre justice, voici le credo de Denez Prigent, cet artiste originaire du Finistère. Entendu auprès des sœurs Gouadec, l'artiste perpétue cette tradition de chants a cappella. Chantée en breton, la Gwerz raconte des histoires réelles aux thèmes morbides et

mélancoliques. Le sacré et le fantastique se mêlent au chant : l'ankou, les korrigans, les sorcières et autres créatures mystiques rythment ces poèmes.

C'est à Rennes lors des trans-musicales de 1992 que la carrière de Denez Prigent se lance et que le public redécouvre cette tradition du poème ancestral à 8 pieds, rimé. Aujourd'hui rassemblés dans un livre, ces poèmes sont traduits en français et accessibles à toutes et tous. Le recueil de poèmes s'ouvre sur la gwerz la plus connue de l'artiste. « Gwerz Kiev » conte la grande famine en

Et quand il arrivera à Kiev

Il pleurera de tout son cœur

De voir le long des rues

Des cadavres éparpillés

Des gens morts de faim

En proie aux charognards

Un petit enfant parmi les corps

Qui gémit et appelle sa mère

Une nuée de cor-beaux au-dessus

Qui tournoient sans répit

Ils n'attendront plus longtemps.

- Gwerz Kiev

Ukraine de 1932 orchestrée par Staline. *Voir extrait ci-dessus.*

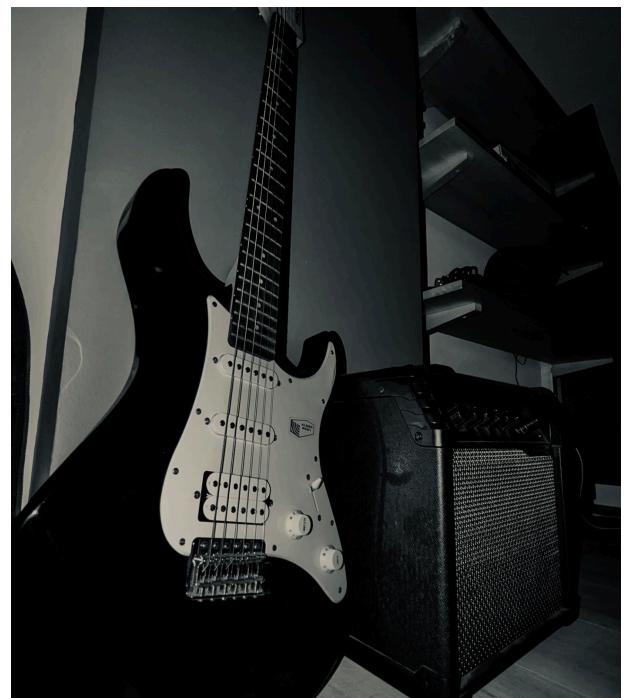
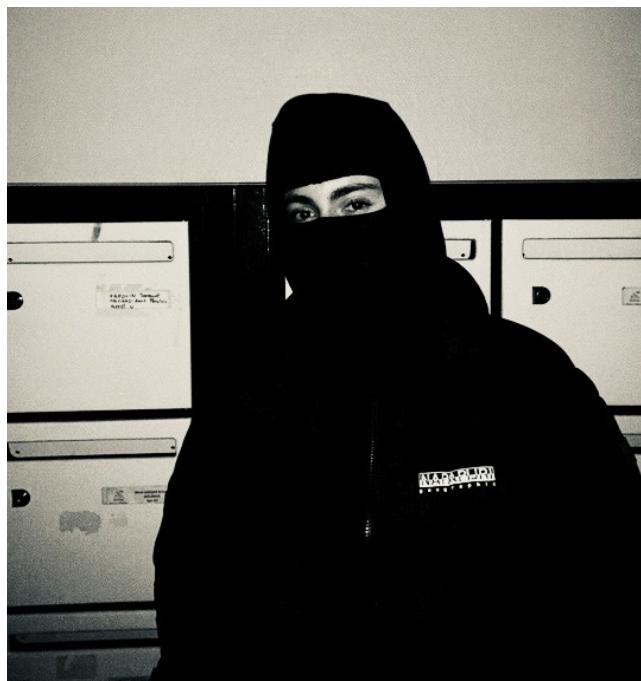
■ Kenoc'ha Le Bourhis



**« Good things happen
at the right time »**



by @ryan_bcr





@JOZEHEFFF



lagrafejournal@protonmail.com



@lagrafejournal



lagrafejournal.com



Local B302